

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4751 - Vendredi 15 Novembre 2024 - Prix : 200 Fc

ASSURANCE MALADIE GÉNÉRALISÉE :

La campagne de pré-affiliation lancée



Lancement de campagne de l'assurance maladie generalisée

Le ministère de la santé en collaboration avec le gouvernorat de Ngazidja a lancé à Mrodju, ce jeudi 14 novembre, la campagne de pré-affiliation de l'assurance maladie généralisée (AMG). Ce mécanisme est conçu pour offrir une couverture de santé à tous.

Plusieurs autorités locales et des notables ont répondu présents à cet événement à Mrodjou ce jeudi 14 novembre. D'emblée, le gouverneur de l'île de Ngazidja, Mze Mohamed Ibrahim a expliqué qu'ils vont commencer ce projet au Nord, qui implique le Hamahamet-Mbude et Mitsamiouli-Mbwanku. C'est pourquoi, la présence des autorités locales a été sollicitée afin de sensibiliser à leur tour. « Je demande aux

maires, chefs des villages, préfets et notables de soutenir ce projet d'appui à la mise en place et à l'opérationnalisation de l'assurance maladie aux Comores qui sera bénéfique pour toute la population », souligne-t-il. Le gouverneur a démontré qu'ils ont constaté un refoulement des habitants vis-à-vis des centres hospitaliers. « Nous avons remarqué qu'avec la cherté des frais médicaux, la majorité des habitants n'ose pas se présenter à l'hôpital par manque de moyens. Le fait de payer 5.000 ou 10.000 KMF pour une consultation n'est pas évident », précise-t-il.

LIRE SUITE PAGE 3

12 Djamadul Awal 1446
Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Novembre 2024

Lever du soleil:
05h 33mn
Coucher du soleil:
18h 11mn

Fadjr : 04h 21mn
Dhouhr : 11h 55mn
Ansr : 15h 26mn
Maghrib : 18h 14mn
Incha : 19h 28mn



INTERVIEW / ABDILLAH ELARIF, DOCTORANT EN SOCIOLOGIE

"Les réseaux sociaux exposent les jeunes à une perte des repères"

Abdillah Elarif, doctorant en droit.

La criminalité juvénile est devenue une problématique urgente aux Comores, menaçant la stabilité sociale, les valeurs culturelles et religieuses du pays. Face à cette menace sociétale, Abdillah Elarif, doctorant en sociologie montre que ce phénomène est dû à plusieurs facteurs allant du rôle de la famille, à la religion en passant par l'impact des réseaux sociaux. Interview.

Question : Quel est le rôle de la famille sur le comportement des jeunes ?

Abdillah Elarif : La famille, en tant que premier cadre d'éducation, joue un rôle fondamental dans la transmission des valeurs et des normes sociales aux jeunes. Cependant, aux Comores, un déséquilibre existe souvent entre la préservation des traditions et l'éducation des valeurs adaptées aux réalités contemporaines. Les parents investissent principalement dans la transmission des valeurs traditionnelles, mais sans y adjoindre une éducation moderne, ce qui laisse les jeunes sans repères clairs pour naviguer dans une société en mutation rapide. L'absence d'une éducation complète et d'un dialogue ouvert entre parents et enfants crée un vide éducatif, où les jeunes sont vulnérables face aux influences extérieures, notamment celles véhiculées par les réseaux sociaux.

Question : Quel est l'impact des réseaux sociaux dans cette

avec les valeurs de la société comorienne, largement influencées par l'islam et par une tradition qui prône la retenue, le respect des normes morales et le rejet des comportements perçus comme immoraux. Cependant, l'influence grandissante des réseaux sociaux et de la culture mondialisée diffuse de nouvelles pratiques, parfois en décalage avec les croyances locales, surtout chez les jeunes. La consommation de substances illicites et la normalisation des comportements comme les relations sexuelles en dehors du mariage deviennent ainsi des signes de contestation, voire de modernité pour certains. Cette cohabitation de normes engendre des tensions et questionne l'efficacité des institutions et leaders religieux, appelés à promouvoir des comportements respectueux des normes et à prévenir la montée de la déviance vers des actes criminels.

Question : Quel rôle doivent jouer les ulémas face aux défis de la modernité ?

A.E. : Les ulémas, figures religieuses influentes aux Comores, ont longtemps été des piliers dans l'éducation morale et spirituelle des jeunes, transmettant la connaissance religieuse au sein des écoles coraniques ou « chiyoni ». Cependant, la négligence croissante dans cette transmission, accompagnée de l'absence d'écoles coraniques dans certaines régions, limite l'accès des jeunes à un enseignement religieux solide. De plus, les discours des ulémas, souvent ancrés dans des traditions anciennes, peinent à résonner avec les réalités vécues par la jeunesse actuelle. Cette déconnexion grandissante entre la tradition et les défis contemporains laisse un vide dans l'accompagnement spirituel des jeunes, exposant ces derniers à des influences étrangères qui peuvent les éloigner de leurs racines culturelles et religieuses. En l'absence de guidance renouvelée, les jeunes se retrouvent exposés à des influences externes qui peuvent les déstabiliser et les éloigner de leurs racines spirituelles. Cette situation peut entraîner une perte de repères, avec des jeunes qui peinent à concilier leur identité culturelle et les normes modernes. L'écart entre les enseignements traditionnels et les réalités contemporaines peut mener à une désorientation, où les jeunes, sans cadre religieux solide, sont plus vulnérables aux tentations de la mondialisation et des nouvelles technologies. Cette déconnexion crée un vide dans la transmission des valeurs morales, fragilisant ainsi le lien spirituel qui a longtemps uni la société comorienne.

Question : Quelles sont les

causes de la délinquance à la criminalité juvénile aux Comores ?

A.E. : La montée de la criminalité aux Comores est en partie le reflet d'une acculturation qui déforme les normes et valeurs traditionnelles de la société comorienne. L'influence croissante des chansons et d'autres formes de divertissement, qui célèbrent des comportements autrefois tabous comme la consommation d'alcool, est un vecteur important de cette dérive. Par exemple, la chanson "hama tsi megneha" valorise l'ivresse, transformant l'acte de boire en symbole de modernité et de liberté. Cette représentation de l'alcool devient un modèle pour les jeunes, les femmes et même les personnes âgées, qui cherchent à imiter ces comportements populaires, contribuant ainsi à sa banalisation et à l'acceptation de l'ivresse. La mondialisation a également apporté de nouvelles influences culturelles aux Comores, mais sans l'accompagnement éducatif nécessaire, elle génère une confusion chez les jeunes. Ces derniers adoptent des normes étrangères sans disposer des outils éducatifs pour comprendre comment concilier ces influences avec les valeurs locales. De plus, la dépendance croissante aux drogues pousse certains jeunes à se livrer à des activités criminelles pour financer leur addiction, exacerbant ainsi la criminalité. Ces comportements ont des répercussions non seulement sur les individus concernés, mais également sur leur entourage et la société dans son ensemble.

Question : Quelles sont les conséquences sociales de cette criminalité juvénile ?

A.E. : L'affaiblissement des valeurs traditionnelles et l'absence de repères moraux clairs ont des répercussions graves sur la société comorienne. La jeunesse, en manque de guidance spirituelle et familiale, se retrouve de plus en plus vulnérable aux influences extérieures, adoptant des comportements de plus en plus violents et déviants. L'absence de structures solides pour encadrer les jeunes engendre une intensification de la délinquance, de l'agression et des crimes organisés. Les actes de violence, souvent liés à des règlements de comptes, deviennent de plus en plus fréquents, exacerbant l'insécurité et alimentant un climat de peur. Cela engendre un sentiment généralisé de méfiance, où chacun est perçu comme une menace potentielle. De plus, cette crise morale a pour conséquence une rupture du lien social, affaiblissant les bases de la solidarité et de l'entraide qui constituaient autrefois les fondations de la société comorienne. L'absence de leadership moral et de

modèles d'autorité dans les familles et au sein de la communauté favorise également l'isolement de l'individu et la montée de comportements égocentriques. Cette situation engendre un clivage social, où les jeunes se tournent davantage vers des solutions violentes pour régler leurs conflits. Le climat de méfiance qui en découle menace les relations interpersonnelles et divise les communautés, rendant plus difficile la résolution collective de nos problèmes quotidiens.

Question : Selon vous, quelles seront les stratégies de prévention de cette délinquance ?

A.E. : En ma qualité de sociologue, pour lutter efficacement contre la délinquance juvénile aux Comores, il est plausible de renforcer l'éducation familiale en mettant l'accent sur les valeurs morales et civiques. Les familles doivent jouer un rôle central dans l'encadrement des jeunes, en leur offrant des repères solides et un suivi constant. Parallèlement, la prolifération des écoles coraniques, ou « chiyoni », doit être encadrée et renforcée en formant des "fundu" qualifiés, capables d'enseigner des principes religieux tout en intégrant les défis modernes. Il est aussi essentiel d'adapter les discours des ulémas aux réalités actuelles, notamment en tenant compte des nouvelles technologies et de la mondialisation, pour rendre leurs enseignements plus accessibles et pertinents pour la jeunesse d'aujourd'hui. En outre, limiter certaines célébrations sociales comme les anniversaires ou les événements de mixité sociale pourrait réduire les influences néfastes sur les jeunes, leur permettant de mieux se concentrer sur leur éducation et leur développement personnel. Parallèlement, la création de programmes communautaires et de clubs de loisirs pourrait offrir aux jeunes des alternatives saines et constructives, tout en renforçant le sentiment de solidarité. Le développement d'activités sportives, culturelles et de loisirs est essentiel pour occuper positivement les jeunes et réduire leur implication dans des comportements déviants. Il est également important de mettre en place des mesures de protection des mineurs, avec des sanctions claires et dissuasives contre les actes criminels. Un cadre juridique renforcé, combiné à une action collective entre les autorités locales, les éducateurs et les leaders religieux, pourrait fournir un soutien adapté et cohérent pour aider les jeunes à trouver des repères solides et à éviter la délinquance.

Propos recueillis par MY

ASSURANCE MALADIE GÉNÉRALISÉE :

La campagne de pré-affiliation lancée

Suite de la page 1

Il n'a pas manqué l'occasion de prouver que le chef de l'Etat a soutenu ce projet qui permettra à chaque comorien de consulter un médecin sans avoir à payer directement. « Parmi les projets phare de notre développement, la santé reste la clé. Cette assurance maladie ne concernera pas que les fonctionnaires mais couvrira tous les habitants à l'instar des agriculteurs, pêcheurs

etc. Les comoriens n'auront plus besoin de faire des évacuations sanitaires avec l'initiative que le chef de l'Etat a pris de construire un grand hôpital qui pourra contenir tous les services », confie-t-il.

De son côté, la coordinatrice du projet, Thouraya Said a expliqué que notre pays se prépare à se propulser dans le domaine de la santé. Car si ce projet est mis en place, il va permettre de protéger les comoriens, face au problème d'argent

qu'ils traversent pour recouvrer la santé. « Si ce projet est concrétisé, il va protéger les comoriens surtout ceux qui se trouvent dans le Mbwankuwu, Hamahamet, Mitsamiouli et Mbude puisque c'est dans ces régions que nous allons commencer et à Ndzuanani dans le Nyumakélé et Domoni et Mwali. Nous voulons instaurer un programme qui contribuera à soigner tous les habitants », explique-t-elle.

Après investigation, dans toutes

les habitations des 4 régions concernées, qui totalisent 575 ménages, l'assurance maladie suggère que la famille contribue en payant 5.000 KMF par foyer chaque mois pour pouvoir obtenir une aide et maintenir le projet. Avant d'ajouter que les habitants bénéficieront de plusieurs opportunités comme la prise en charge des vieux en cas d'accident, la tension, le diabète ou opération, la prise en charge des enfants, etc.

Rappelons que l'AMG, soutenue

par l'AFD à hauteur de 16 millions d'euros sur une période de cinq ans, est instituée par la loi de 2017 sur la Couverture sanitaire universelle (CSU). C'est une couverture de base, obligatoire, devant garantir, progressivement, à toute comorienne et tout comorien et à toute personne résidant sur le territoire, l'accès à un même paquet de soins et services de santé de qualité et réellement disponibles.

Mohamed Ali Nasra

3E ÉDITION DU SALON NUMÉRIQUE

Pour une utilisation éthique et inclusive du numérique

La première journée de la troisième édition du Salon numérique s'est ouverte au Palais du peuple hier jeudi 14 novembre avec une forte participation des entreprises. Ces talents du numérique vont procéder à des tables rondes pour discuter autour des thèmes comme l'utilisation responsable des réseaux, l'éthique et la lutte contre la cybercriminalité.

Le lancement du 3ème Salon numérique a eu lieu à l'Assemblée nationale ce jeudi 14 novembre. Cette rencontre a réuni plusieurs acteurs du développement numérique dans le but de donner sens aux activités prévues. Dans son discours, le président de la Chambre de commerce de Ngazidja Ali Idjihadi a déclaré : « Cette journée est consacrée aux différents ateliers et tables rondes liés à l'utilisation des réseaux sociaux. Beaucoup d'entre vous se demandent quel serait le lien entre économie numérique, réseaux sociaux, éthique et mœurs. En effet, l'économie numérique et les réseaux sociaux sont intimement liés et ont un impact profond sur nos sociétés tant sur le plan économique que socioculturel ». Pour ce responsable de la CCIA Ngazidja, l'interconnexion soulève

de nombreuses questions éthiques et morales qui méritent d'être approfondies.

Rappelons que le monde d'aujourd'hui tourne autour du numérique. Le pays doit se conformer aux nouvelles technologies sans pour autant s'aliéner. « Les réseaux sociaux ont révolutionné la manière dont nous communiquons, partageons des informations et interagissons les uns avec les autres. Ils offrent des opportunités immenses pour le développement économique, social et culturel de notre pays. Cependant, nous ne pouvons pas ignorer les défis que pose cette révolution numérique. Les réseaux sociaux peuvent être un terrain fertile pour la désinformation, les fake news, la haine, le harcèlement, la dépravation des mœurs et la cybercriminalité », a regretté Ali Idjihadi. Et de préconiser : « de développer une culture numérique responsable et de sensibiliser l'ensemble de la population aux risques et aux enjeux liés à l'utilisation des réseaux sociaux. C'est pourquoi la Chambre de Commerce de Ngazidja a souhaité intégrer ces thématiques pour cette troisième édition du salon. Notre objectif est de favoriser un débat ouvert et constructif sur les bonnes pratiques à adopter sur les réseaux



sociaux, de sensibiliser les jeunes, les professionnels et les entreprises aux risques encourus, promouvoir une utilisation éthique et responsable des technologies numériques et bannir les mauvais comportements qui ternissent l'image de notre pays et qui sont en contradiction avec nos mœurs et coutumes et notre religion musulmane ».

Les échanges vont tenir compte des bonnes pratiques à adopter sur les réseaux sociaux, les dangers et les dérives des réseaux sociaux, les sanctions encourues en cas de cyber-

criminalité. Pour le secrétaire général du ministère des télécommunications, l'organisation de ce salon reflète l'ambition des Comores de s'inscrire pleinement dans l'économie numérique mondiale, tout en répondant aux défis et opportunités spécifiques de notre contexte national.

A travers l'organisation de cet événement, les organisateurs veulent faire des réseaux sociaux et des technologies, un levier de développement. « Le Salon du Numérique ne se limite pas à des discussions. Il

s'inscrit dans une dynamique d'action et de résultats concrets. À travers des panels, des ateliers, un hackathon, et une orientation sur les métiers du numérique, cet événement vise à inspirer, à former, et à équiper les citoyens et les entreprises pour qu'ils puissent tirer pleinement parti des opportunités offertes par le numérique ».

La présente édition numérique veut favoriser le Plan Comores Émergent et la Stratégie Comores Numérique 2028. Les organisateurs de ladite édition comme l'Association Comorienne des Technologies de l'Information et de la Communication (ACTIC), l'agence nationale de développement du numérique (ANADEN), l'observatoire de cybersécurité de l'Océan Indien (OCOI), le ministère des postes, des télécommunications, de l'économie numérique et de la transparence, notre partenaire officiel du salon, la société Télco ainsi que tous les autres sponsors, Comores Télécom, Moroni Terminal, Rooshdy Media, l'ANRTIC et les intervenants qui vont partager leur expertise au cours des discussions. Ils sont résolus à bâtir une société numérique plus éthique, sécurisée, et inclusive.

Kamal Gamal

ENVIRONNEMENT

Moroni croule sous les ordures

La beauté de Moroni, capitale de l'Union des Comores, doit être l'affaire de tous. Au lieu de la préserver pour un environnement sain et propre, on la pollue. Un constat avéré dans tous les quartiers de la ville, où les habitants assistent impuissants à la dégradation de l'environnement et de son image.

Moroni, capitale des ordures. Le nom colle bien avec l'image que reflète notre capitale. Aux quatre coins de la plus grande agglomération des Comores, Moroni, les déchets débordent les rues et les ruelles,

pour ne pas dire « cohabitent » avec la population. Pollution et dégradation de l'image de notre capitale. A Moroni, comme dans les autres grandes villes de l'archipel, chaque endroit peut servir de dépôt d'ordures et pas que, car l'on se permet de les brûler devant les magasins ou habitations, ignorant, alors les conséquences néfastes, maladie et pollution, de ces actes d'incivilité et de la faillite d'un système d'assainissement urbain.

La Mairie de la capitale, malgré quelques initiatives, déplore cette situation. Interrogé, Nadjim Kalfane, Chargé de la communica-

tion de la mairie de Moroni, rappelle que malgré tous les moyens déployés, peine à redorer l'image de la capitale. « Nous travaillons jour et nuit, nous sensibilisons la population mais elle fait la sourde oreille. Il y a une fréquence de ramassage de deux fois par semaine dans tous les quartiers mais nombreux sont ceux qui déposent les ordures un peu partout en dehors des horaires de ramassage », regrette notre interlocuteur.

Le respect des règles, un mal pour notre société pas seulement dans le dépôt et ramassage d'ordures. Nadjim Kalfane fait savoir que certains abandonnent leurs déchets

un peu partout car ne « voulant pas payer le ticket mensuel de 1500 kmf. Ces mêmes personnes préfèrent, selon le chargé de communication, créer des dépôts sauvages en pleine capitale. « Ils profitent pendant la nuit quand il n'y a personne dehors pour jeter leurs immondices », dénonce-t-il. Pour cet agent de la mairie, la population doit faire preuve de responsabilité et contribuer à garder Moroni propre. « Nous devons, ensemble, respecter la ville et la préserver pour avoir un environnement sain », poursuit notre interlocuteur, rappelant que « Moroni est notre capitale, elle nous appartient à tous

et à toutes ».

Les dépôts sauvages ce n'est pas seulement l'affaire de ceux qui refusent le ticket. Dans les places publiques, dans les taxis ou même les voitures familiales, le largage d'ordures, canettes ou autres, est monnaie courante. Est-ce par ignorance ou une volonté de nuire à l'image de la ville ? Une chose est sûre, la protection de l'environnement doit être l'affaire de tous. Dans les écoles comme dans les foyers, elle doit être inculquée aux plus jeunes.

Nassuf Ben Amad

PÈLERINAGE 2025 :

Mohamed El Fatih fait appel au professionnalisme

Le directeur général de l'Agence nationale du Hedj et Oumra, Mohamed El Fatih Djamalyail a entamé les préparatifs de l'édition 2025 du pèlerinage à la Mecque. 90 jours après sa prise de fonction, il poursuit ses rencontres avec les différents acteurs. Il s'est entretenu mercredi dernier avec les 35 agences privées agréées, dans l'objectif d'assurer aux pèlerins Comoriens un hedj serein et sécurisé.

Trois mois après sa nomination, Mohamed El Fatih Djamaly, directeur général de l'Agence nationale du Hedj et Oumra, intensifie ses actions pour améliorer la gestion du pèlerinage. Il a rencontré ce mercredi 13 novembre, les acteurs clés du secteur. Après avoir instauré une équipe dédiée à la santé des pèlerins et rencontré le Dar al-Ifita pour les aspects religieux, il y a plus d'un mois. Cette rencontre qui s'inscrit dans la préparation du Hedj 2025, a permis de rappeler les priorités qui sont entre autres la sécurité des pèlerins et la qualité des services. Lors de cette réunion, Mohamed El Fatih a souligné l'importance de la sécurité des pèlerins. Et lui de préciser que selon les exigences de

l'Arabie Saoudite, le respect des critères de santé, est obligatoire. « Les femmes enceintes de plus de trois mois ne peuvent pas être enregistrées. Les personnes âgées ou en situation de handicap nécessitant une assistance, doivent également être accompagnées pour garantir leur sécurité tout au long du voyage », tient à rappeler le directeur de l'agence qui insiste sur l'enregistrement rigoureux des pèlerins afin de minimiser les risques et d'assurer un accompagnement de qualité.

Il promet un prix pour l'agence qui travaille efficacement et en une sanction sévère contre tout contrevenant qui ne respectera pas le cahier de charges. Concernant la santé des pèlerins, le directeur général a rappelé l'obligation pour chaque candidat de passer des contrôles médicaux avant le départ. Cette initiative vise à éviter toute complication sanitaire durant le voyage. « La sécurité sanitaire des pèlerins commence avant le voyage, dès les premiers examens médicaux dans le pays », a-t-il précisé. Mohamed El Fatih Djamaly a également exhorté les agences à plus de professionnalisme. « Chaque acteur doit accomplir son travail avec rigueur », a-t-il martelé. Il a réaffirmé que son institution n'est pas en



Reunion entre le directeur du Hedj et les 35 agences.

concurrence avec les agences de voyage, mais souhaite collaborer étroitement pour garantir un service de qualité, en se référant au décret du 2 février 2017.

« Seulement 25 agences ont enregistré des pèlerins cette année », regrette Fundi Amdjad, adjoint au directeur de l'agence nationale, lors de sa présentation du bilan de l'en-

registrement des pèlerins pour 2025. Il faut noter que tous les intervenants, des agences ont salué la nomination de Mohamed El Fatih Djamaly, estimant que « le chef de l'État a fait le bon choix en plaçant à la tête de l'agence une personne compétente et dévouée ». Dr Sagaf entrevoit « un espoir de renouveau pour le pèlerinage comorien »,

avant d'évoquer la nécessité de se conformer aux exigences fixées dans le cahier de charges depuis 2017. Et parmi les propositions formulées, Soulimane Adame a suggéré la mise en place d'une commission mixte pour renforcer la coordination avec les agences agréées.

Ibnou M. Abdou

PRODUCTION AGRICOLE EN CHUTE À MOHÉLI :

Les difficultés du secteur exposées

Des groupements, des coopératives, des associations et des entrepreneurs agricoles de différentes régions de Mohéli étaient invités mercredi 13 novembre au palais de Bonovo (siège du gouvernorat). L'objectif était d'échanger avec les autorités de l'île afin de mieux cerner les causes qui font chuter la production agricole à Mohéli, l'île considérée comme le grenier des Comores mais qui commence à perdre petit à petit ce statut. Les agriculteurs se disent contents de cette initiative et espèrent que des solutions seront trouvées.

Andhum Abdallah riziculteur et maraîcher de Ndrodroni était parmi ceux qui étaient

invités ce mercredi 13 novembre à Bonovo pour discuter des difficultés rencontrées dans la production agricole à Mohéli. « Pour la première fois de ma vie agricole, j'ai été invité au gouvernorat, nous avons pu exposer en long et en large les différents facteurs qui, pour nous, contribuent énormément à l'insuffisance alimentaire dans l'île », estime Andhum Abdallah qui énumère en premier le vol dans les champs. C'est un phénomène qui a pris de l'ampleur ces dernières années mais qui s'est accentué pendant la période de pénurie de riz. Aucune structure communautaire ou étatique n'a pu trouver une solution durable face à cette problématique de vol souvent nocturne.

Deuxième facteur, cité par les producteurs, c'est l'insuffisance des espaces agricoles et les difficultés d'y accéder. Fayçal Bianrif, le jeune entrepreneur agricole qui se trouvait dans cette rencontre a toujours évoqué cette question d'accès aux champs. « Ceux qui arrivent à produire une quantité importante ont des difficultés d'acheminement vers les grandes routes, ce qui n'arrange


pas la situation », a fait constater Fayçal.

« Les zones qui étaient jadis agricoles sont devenues aujourd'hui lieux d'habitation, la population a augmenté et les espaces agricoles se sont réduits, plus des consommateurs que des producteurs », s'explique sous nos micros Ali Hifadhui, un mécanicien agricole. La question des semences qui


sont souvent virosées à leur arrivée, selon Fayçal, et qui viennent en plus, en des périodes hors saison a été également soulevée. Le gouvernorat de Mohéli a recueilli toutes ces informations et compte revenir avec des solutions afin de relancer la production agricole dans l'île de Djumbé Fatma.

Riwad





UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement



COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

Elections 2025, J13 des retraits et dépôts des dossiers de déclaration de candidature.

	Législatives	Communales	Lieu
Mercredi 13 Novembre 2024			
Nombre de retrait	104	130	CEII Ngazidja
	61	105	CEII Anjouan
	14	26	CEII Mohéli
Total	179	261	
Nombre de dépôt	13	0	CEII Ngazidja
	24	22	CEII Anjouan
	0	0	CEII Mohéli
Total	37	22	

DÉPLOIEMENT DES COMPTEURS STS INTELLIGENTS :

La SONELEC se prépare au déploiement des compteurs intelligents

Des responsables de la Sonelec et du Projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores (PAESC), ont tenu un point de presse ce jeudi 14 novembre pour annoncer l'opération de déploiement en masse des compteurs intelligents. Cette opération s'inscrit dans une volonté gouvernementale de renforcer la fiabilité et l'efficacité du système électrique, au bénéfice de la population.

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores (PAESC) et son bénéficiaire, la Sonelec seront en campagne de sensibilisation de masse pour le déploiement des compteurs STS intelligents. La distribution de ces compteurs s'étalera sur une période de 12 mois. Chaque citoyen concerné sera informé en amont de la procédure de remplacement de son compteur. Les conférenciers ont annoncé qu'il y'aura des activités

de campagne qui seront animées par des femmes dans les différentes localités des îles. « Le remplacement des anciens compteurs à disque et à carte par des compteurs STS intelligents a plusieurs avantages. Avec ces nouveaux compteurs, on peut faciliter la gestion de la consommation par les utilisateurs grâce à la possibilité de recharge à distance et en tout temps, passer progressivement à un système de prépaiement et de past-paid (paiement après consommation) afin de réduire les impayés et les retards de paiement, ce qui contribuera à améliorer la trésorerie de la Sonelec. Il va aussi améliorer le contrôle de la consommation individuelle et permettre une meilleure maîtrise des coûts d'électricité pour chaque ménage », a précisé Mariama Hassani, la spécialiste en communication du projet PAESC.

Ces compteurs intelligents viennent compléter les récentes actions

entreprises par la société pour améliorer le système électrique notamment la mise en service des centrales solaires à Foubouni, Mitsamiouli et Oichili-Dimani, ainsi que la planification d'une centrale solaire supplémentaire sur chaque île, pour augmenter la production solaire. On peut parler aussi de l'installation des nouveaux transformateurs pour mieux gérer les problèmes liés aux déclenchements du courant, le remplacement de 30% des câbles de transport d'électricité, afin de réduire de moitié les pertes techniques sur le réseau, actuellement estimées à 30% de la production. Et enfin l'interconnexion entre les centrales thermiques de Ngazidja et Ndzuani. L'objectif global de ces initiatives est de « rendre le réseau électrique plus résilient et de garantir un accès continu et fiable à l'électricité pour tous ».

« C'est l'initiative du gouverne-



ment à travers ce projet Paesc financé par la Banque mondiale, de moderniser la Sonelec et de suivre le monde d'aujourd'hui qui est celui du numérique. Notre société a décidé d'entrer dans la digitalisation afin d'harmoniser notre système électronique. Avec ces compteurs STS intelligents, on va faciliter la vie de nos clients qui vont contrôler leur consommation. Et surtout qu'ils peuvent recharger l'électricité

« sans se déplacer », a expliqué Moineacha Chabani du service de planification de Sonelec. Et de préciser : « Pour recharger, il suffit juste d'avoir un compte Mvula, Holo ou Huri Money. Nous comptons sur l'accompagnement de nos clients afin que ce déploiement des compteurs soit un succès ».

Nassuf Ben Amad

STRATÉGIE INDUSTRIELLE :

La transformation des produits locaux au cœur des échanges

Le ministère de l'économie a organisé un atelier de vulgarisation et de sensibilisation de la stratégie industrielle nationale du lundi 11 au mercredi 13 à Mutsamudu-Anjouan. Cet événement s'inscrit sur la transformation, la valorisation des produits locaux et la participation de l'Union des Comores au commerce régional intra africain (ZLECAf).

Dan l'objectif de s'approprier la politique nationale industrielle à Ndzuani et Mwali au niveau des producteurs, transformateurs et exportateurs, un atelier s'est tenu à Mutsamudu, du lundi 11 au mercredi 13 novembre dernier. Sur le terrain, le secrétaire général du ministère de l'économie, Dhoihirdine Ahamada, a expliqué

que ce processus d'ouverture est fondamental pour une croissance économique inclusive. En outre, « cette mise à jour permettra de réduire la dépendance des produits importés, afin de renforcer et de diversifier les exportations ». A l'en croire, l'une des actions prioritaires pour les Comores se rapporte à l'élaboration de la politique nationale industrielle axée sur la transformation, la valorisation et à la participation à la ZLECAf. « Il vise à recueillir l'adhésion des parties prenantes que je vous invite donc à la réflexion bien nourrie, à la rigueur dans l'analyse de tous les axes de ce plan, à la précision dans les propositions, en acceptant de donner et de recevoir », souligne-t-il.

Cet événement est d'une grande importance, puisqu'il s'agit de mettre à jour la stratégie nationale

industrielle élaborée depuis 2017. En passant au peigne fin tout le document qui traduit en termes de plan et de programmes réalisables la vision de la politique industrielle de l'Union des Comores pour les cinq prochaines années. « Les marchés régionaux et continental (ZLECAf) offrent de multiples opportunités au secteur privé comorien. Cependant, pour que ce dernier puisse en tirer profit, il faut un tissu industriel solide et diversifié », confie-t-il.

Selon le consultant de la BAD-GOPA, Dr Aliou Niang, la coopération entre l'Union des Comores et la Banque Africaine de Développement (BAD) place la Banque au rang des partenaires au développement majeurs, exceptionnels, un partenaire dévoué au développement et engagé dans la réalisa-

tion du Plan Comores Emergents (PCE), qui constitue le cadre de référence de l'action gouvernementale et traduit une vision ambitieuse pour un développement durable et inclusif. Il a tenu à démontrer que parallèlement aux projets économiques qui relèvent du « hard », la BAD accorde une assistante technique aux Comores. « C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet « Renforcement de la Résilience Post-Pandémique et de la Participation à la ZLECAf par le développement des Capacités des PME et du secteur privé dans les pays en transition (Burundi, Comores, Gambie et Sierra Leone) » pour combler les faiblesses en matière de capacités humaines et institutionnelles dans l'optimisation de la participation des Petites et Moyennes Entreprises à la Zlecaf et

pour la relance des activités économiques post-Covid'19 », précise-t-il, ajoutant que « le tissu industriel est quasiment inexistant et la contribution de l'industrie au PIB, le secteur de la petite industrie, qui contribue à 11% du PIB, est essentiellement dominé par les petites activités manufacturières, notamment artisanales et le secteur de la construction ».

Notons que ce projet intitulé le renforcement de la résilience post-pandémique et de la participation à l'AFCFTA par le développement des PME et des capacités du secteur privé dans les pays en transition (Burundi, Comores, Gambie et Sierra Leone)" est financé par la BAD et mise en œuvre par un consortium appelé GOPA, un cabinet privé.

Mohamed Ali Nasra

CONSULTATIONS MÉDICALES À VOUVOUNI :

Diaspora santé Comores a examiné 166 patients

L'association Diaspora santé Comores est sur le terrain à Vouvouni dans le Bambao depuis le 1er novembre dernier pour une campagne de consultations contre le diabète, l'hypertension et autres maladies. Cette association a accueilli plus de 166 patients issus de la région de Bambao dont chacun(e) a pu recevoir son bulletin médical en toute discrétion avec des préconisations permettant un suivi médical de chaque patient.

des consultations médicales pour apporter un soutien médical aux citoyens qui en ont besoin. Cette association a choisi de s'installer à

Vouvouni pour des raisons particulières, mais surtout pour assurer la couverture sanitaire des habitants de la région de Bambao.



Nombreux sont ceux qui ont pu manifester leur présence dans cette campagne. Un taux de participation qui a permis au responsable de l'association de se déclarer : « On a apporté du matériel pour faire les passements, mesurer le taux de glycémie, la tension pour les gens qui sont dans le besoin. Notre arrivée est synonyme d'un temps libre. On a laissé nos familles en France pour apporter notre soutien aux personnes qui sont dans le besoin. Depuis, on a accueilli plus de 166 patients issus de la région. C'est déjà beaucoup car l'importance s'affirme à travers le chiffre. Et on espère toujours pouvoir apporter notre aide aux plus nécessiteux », a expliqué Mme Sitty, présidente de l'associa-

tion Diaspora Santé Comores.

Fait-il rappeler que cette association a été accompagnée par des agents volontaires de l'UNICEF tout comme Ibrahim Mbaraka Farouk qui a exprimé sa satisfaction. « Nous sommes tous éblouis de l'action de l'association Diaspora Santé Comores. Elle a son siège à Vouvouni mais c'est une action qui inclut toutes les régions du pays. Depuis le 1er novembre on fait des consultations pour le diabète, l'hypertension artérielle et d'autres maladies ». L'association veut à travers cette initiative apporter sa pierre à l'édifice de la santé des Comoriens.

Kamal Gamal

Avec la résurgence des maladies récemment confirmées dans le pays, une association à caractère médicale dénommée Diaspora santé Comores, a décidé de poursuivre

COMMUNIQUÉ

Lundi 11 novembre 2024

MVola Tombola RIA ET ORANGE MONEY EUROPE »

Moroni, le 11 novembre 2024 – MVola, le leader des services de paiement mobile aux Comores, en partenariat avec RIA et Orange Money Europe, est heureux d'annoncer le lancement d'une tombola exceptionnelle pour remercier et récompenser sa clientèle fidèle. Cette initiative vise à renforcer l'engagement des utilisateurs tout en leur offrant des lots uniques.

À partir du lundi 11 novembre jusqu'au 30 novembre 2024 inclus, chaque transfert d'argent effectué via RIA ou Orange Money Europe vers un compte MVola aux Comores permettra aux expéditeurs et aux bénéficiaires de participer à notre **Tombola** pour gagner des précieux cadeaux.

Des avantages pour les expéditeurs : Les membres de la diaspora qui envoient de l'argent via RIA ou Orange Money Europe (à travers les applications ou les cash-points) vers un compte MVola seront automatiquement éligibles à **un tirage au sort, avec à la clé un billet d'avion aller-retour offert par MVola.**

Des récompenses pour les bénéficiaires : Pour chaque transaction reçue, les bénéficiaires reçoivent **1 Go de données mobiles, valables 3 jours.** En plus de cet avantage, ils seront éligibles à un tirage au sort hebdomadaire, où ils auront la chance de **remporter une assurance maladie de 6 mois**, couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2025.

Chaque semaine, **10 bénéficiaires seront sélectionnés pour bénéficier de cette couverture santé.**

Un programme qui valorise la fidélité et l'engagement : Ce programme reflète l'engagement de MVola à proposer des solutions innovantes et avantageuses pour ses clients, renforçant ainsi leur confiance et encourageant l'usage des services MVola.

Comment participer : Il suffit juste d'effectuer un transfert d'argent via RIA ou Orange Money Europe vers un compte MVola aux Comores. Les expéditeurs seront automatiquement inscrits au tirage du billet d'avion, et les bénéficiaires profiteront de leurs avantages et participeront aux tirages au sort hebdomadaires.

Pour plus d'informations veuillez contactez notre service client au 410.



ELIMINATOIRES CAN 2025

Groupe A, un scénario à la Hitchcock !

À mesure que les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies Maroc 2025, s'approchent de la fin, le suspens ne fait que croître sur les deux équipes qui doivent représenter le groupe A, lors de la phase finale en 2025. A deux journées de la fin, rien n'est décidé, et tout est possible pour les quatre équipes engagées dans ce groupe de la mort. L'actuel leader (Tunisie), tout comme le dernier du groupe peuvent prétendre à la qualification, ou passer à la trappe.

"C'est un groupe très équilibré, ou toutes les équipes se valent. Je pense que la qualification dans ce groupe A pourrait se jouer lors de la dernière journée des éliminatoires », nous disait déjà, le sélectionneur des Comores, Stefano Cusin au lendemain du tirage au sort de cette phase qualificative. Trois mois après cette prédiction, le scénario semble suivre l'intuition du sélectionneur des Cœlacanthes, et effectivement tout va se jouer lors des deux dernières journées. Cette

cinquième journée a débuté hier avec le match qui opposait Madagascar à la Tunisie.

Avec seulement deux petits points, Madagascar se trouve à la dernière place de ce groupe. En cas de victoire contre les nord africains, les voisins malgaches pourraient comptabiliser, cinq points, et du coup voir leur chance de qualification relancée, en attendant la dernière journée contre les Comores. Par contre, si les tunisiens battent les malgaches à Pretoria, avec dix points, ils seront assurés de participer à la prochaine grande fête du football africain. Un tel scénario pourra enlever la pression sur les champions d'Afrique 2004, lors de la dernière journée de ces éliminatoires contre la Gambie à Radés.

De l'autre côté, les gambiens reçoivent les Comores aujourd'hui à Berkane pour ce qui est du sommet, et du match le plus attendu de ce groupe. Avec un point de différence, les Comores (+6) devançant les ouest-africains au classement mais, ne sont pas assurés de le rester au bout de ces deux rencontres. Si demain les Comores remportent la victoire, ils seront d'ores et déjà

assurés de se rendre au Maroc. En cas de match nul, tout se décidera lors de la dernière journée, le 18 novembre au grand stade d'Al-Hoceima, contre Madagascar. Et là, une victoire contre le voisin malgache est impérative pour s'éviter le suspens de devoir attendre le résultat de Tunisie, Gambie qui se jouera au même moment que le match, Comores, Madagascar (lundi, 18 novembre 22H à Moroni).

Ce qui est sûr, les Cœlacanthes ont leur destin en main. En cas de deux matches nuls, les Comores peuvent prétendre à la qualification avec huit (08) points, si la Tunisie perdait l'un de ses rencontres, et en faisant match nul pour l'autre. Avec huit points pour les deux équipes, les Comores devanceront la Tunisie à la faveur des deux confrontations directes. « La meilleure différence de buts lors des rencontres entre les deux équipes concernées », comme stipulait à l'article 14.1.2 du règlement de la Coupe d'Afrique des Nations.

Imtiyaz

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



AVIS DE RECRUTEMENT POSTE D'INTENDANT(E) (Vacant)

Localisation	Lycée Français International Henri-Matisse MORONI (Union des Comores)
Intitulé du poste et contrat	Intendant(e) Contrat local Temps complet à compter du 01/01/2025
Missions du poste	Gestion matérielle de l'établissement Participer à l'organisation de la sécurité des biens et des personnes Organiser l'entretien et l'hygiène des locaux Gérer les besoins en matériel des personnels Suivre les stocks Comptabilité administrative (exécution budgétaire) Commandes et suivi livraisons et factures Tenue de la comptabilité budgétaire
Niveau de formation	Bac +3 minimum
Expérience	Expérience préalable dans un poste similaire, de préférence dans le secteur de l'enseignement.
Compétences	Excellente communication verbale et écrite. Excellentes compétences organisationnelles et de gestion du temps. Sens de la discrétion et de la confidentialité. Maîtrise du logiciel Excel
Modalité de candidature	Les dossiers de candidature doivent inclure les documents suivants : Pièce d'identité, extrait de casier judiciaire, diplômes, documents attestant de votre expérience, lettre de motivation. Le dossier de candidature doit être déposé au secrétariat du lycée ou retourné en un seul envoi par voie électronique à l'adresse : recrutement@lfihm.org
Date limite de réception des candidatures	lundi 2 décembre 2024
Contact - Renseignements	La directrice administrative et financière, Mme Mouznat ATTIKI
Lycée Français International Henri-Matisse Établissement homologué par le ministère français de l'Éducation nationale BP 2516 Moroni Union des Comores Tél. : 00 269 328 52 20 http://net.ecole-matisse.org/	



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET INTERCONNECTIVITE MARITIME DES COMORES

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UNE STRUCTURE FACILITATRICE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DU PROJET INTER CONNECTIVITE MARITIME DES COMORES

Date de l'avis : 29 octobre 2024

1. Contexte du projet

Le gouvernement de l'union des Comores a bénéficié un financement conjoint de la Banque mondiale (fond IDA), la Banque Africaine de Développement, de la Banque Islamique et l'Agence Française de Développement d'un montant total de 88 millions USD pour mettre en œuvre le « Projet Connectivité Inter-Iles des Comores (PICMC) ». Le PICMC a pour objectif d'améliorer la connectivité et de la sécurité du transport maritime entre les îles, tant du point de vue physique qu'institutionnel, afin de mieux relier les populations aux marchés et de contribuer à l'intégration des marchés intérieurs des Comores.

Il est structuré autour de quatre composantes :

- **Composant 1** : Amélioration de la résilience climatique des infrastructures portuaires
- **Composant 2** : Sécurité du transport maritime : Ports secondaires et programme pilote de nouveaux bateaux à passagers
- **Composant 3** : Appui à la mise en œuvre et renforcement des capacités
- **Composant 4** : Intervention d'urgence contingente

C'est dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 1, que le PICMC compte réaliser le sous-projet de réhabilitation du port de Boingoma à Mohéli. La réalisation desdits travaux nécessite la mobilisation des matériaux d'enrochement et par conséquent l'exploitation de la carrière de Domoni et l'aménagement d'un site d'embarquement au niveau de la baie de Hoani pour l'approvisionnement du chantier.

Ces activités ont permis d'évaluer les impacts du projet qui concernent :

- Les terres de culture exploitées et non exploitées
- Les revenus agricoles
- Les équipements fixes agricoles
- Les arbres fruitiers et des essences forestières,
- Les biens communautaires
- Les biens appartenant à des concessionnaires,
- Les personnes vulnérables.

2. Justification et objectif de la mission

Il est inévitable que l'exploitation de la carrière de Domoni et l'aménagement de la baie de Hoani entraîne une réinstallation involontaire de populations lié à une perte de terres et une perte de culture agricole ou une perturbation d'activités économiques. Ces impacts en termes de déplacement involontaire, s'ils ne sont pas atténués, donnent souvent lieu à des risques économiques, sociaux et environnementaux sévères. Dans l'optique de prendre en charge ces aspects sociaux liés au déplacement involontaire que la libération des emprises de la carrière de Domoni et de la baie de Hoani va engendrer, le PICMC a élaboré un Plan d'Action de Réinstallation (PAR).

3. Les tâches de mission

La structure facilitatrice aura les missions suivantes :

- Exécution des activités préparatoires à la Réinstallation, y compris les activités de communication et de sensibilisation des PAP
- Accompagnement de la compensation en espèces des personnes ayant subi des pertes de toute nature
- Accompagnement de la fourniture de mesures de soutien économique aux PAP afin de s'assurer que leurs moyens de subsistance soient maintenus après le projet

4. Profil du consultant :

Le consultant doit être une ONG ou un bureau d'étude spécialisé dans les questions sociales (enquêtes socioéconomique, consultation publique, mobilisation communautaire, ...) avec une expérience dans des missions similaires.

Son équipe doit être composé de :

- Un expert en sauvegarde sociale niveau Bac +5 en sociologie, socio-économie, géographie agro-économie, en droit de l'environnement toute autre discipline ayant trait aux sciences sociales ou équivalentes.
- Trois mobilisateurs communautaires ayant une bonne connaissance des sites du projet.

5. Les termes de références sont disponibles et peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous, en version électronique.

6. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (Cinquième version Septembre-2023 « Sélection fondée sur les qualifications des consultants (SQC) »).

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : **de 08 heures 30 min à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores) du lundi au vendredi.**

8. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard **le mardi 19 novembre 2024 à 16 heures (heure locale de Moroni – Union des Comores)** ; adressé à Monsieur le Coordonnateur du Projet PICMC « Manifestation d'intérêt N°2024/01/PICMC/Intitulé du manifestation »

9. Projet Inter Connectivité Maritime des Comores - Moroni Coulée – Route Garage Mrikao - Tél : +269-733-21-63-
Email : connectivitecomoros@gmail.com copie à rpm.connectivitecomoros@gmail.com.